

Impacts de la crise sanitaire du COVID-19 sur les besoins en emplois et en compétences pour la branche de la prévention-sécurité



Sommaire

1

Etat des lieux de la
branche avant la crise

2

Impacts de la crise sur la
branche

3

Stratégies mises en
œuvre face à la crise

4

Focus sur les métiers et
compétences

1

Présentation de la branche avant la crise sanitaire

AKTO

Présentation de la branche de la prévention-sécurité avant la crise sanitaire

Une surreprésentation d'hommes employés au sein de la branche

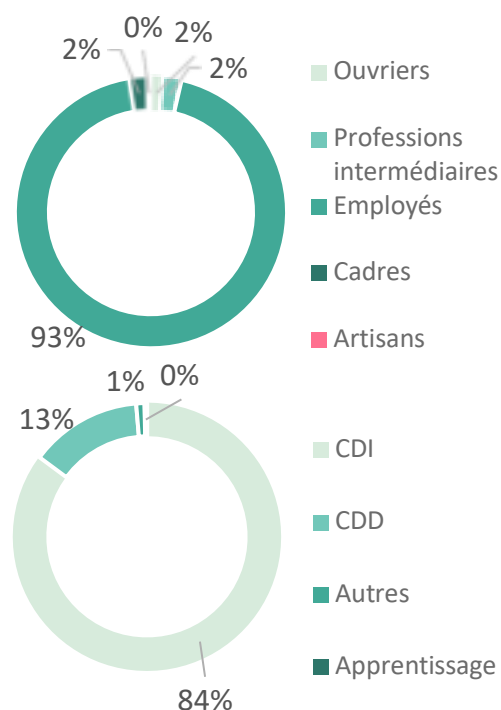
 **13%**
de femmes

 **87%** de contrats
à temps complet

Insee DADS au 31/12/2014

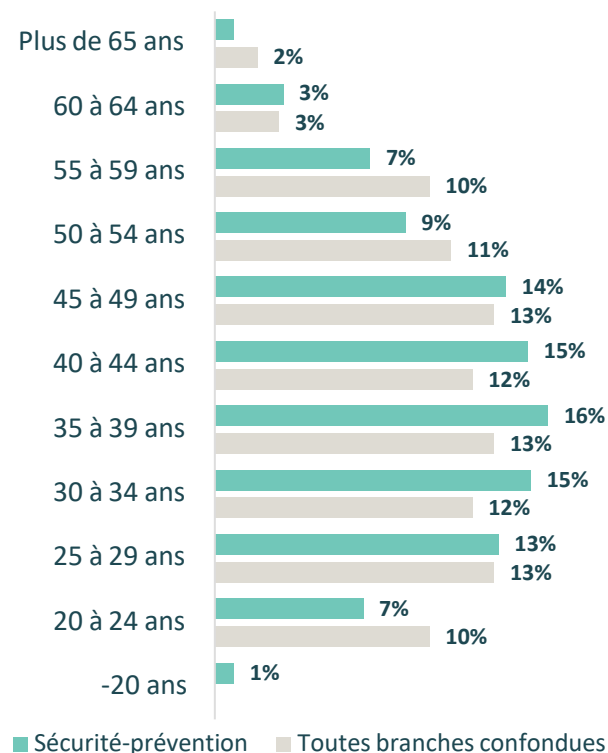
Répartition des effectifs salariés par CSP et contrats

Source: Insee Insee DADS au 31/12/2014



Pyramide des âges de la Branche

Source : Insee DADS au 31/12/2014



Une surreprésentation d'hommes au sein de la branche

- 93% des salariés de la branche sont « employés » (soit 4 fois plus en moyenne que dans les entreprises de service) et exercent pour la plupart en tant qu'agents d'exploitation (ils représentent 87% des salariés de la branche). Située autour de 2%, la part des cadres est quant à elle marginale (source, Insee, DADS).
- Historiquement réservé aux hommes, les activités de prévention-sécurité s'ouvrent progressivement. Le taux de féminisation de la branche est particulièrement bas (estimé à 13%, source, Insee, DADS). mais il augmente progressivement. Les femmes sont aujourd'hui plus présentes pour les postes de gestion et de direction (elles représentent 40% des cadres de la branche).

Une forte proportion de salariés en CDI

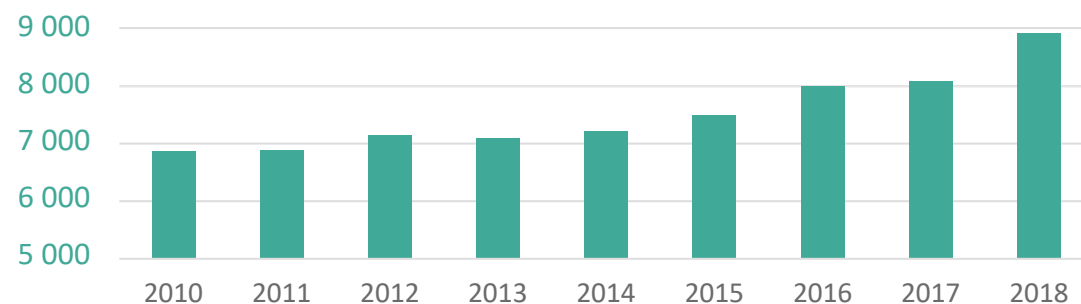
- 84% des salariés en poste sont en CDI (source, Insee, DADS). Ce taux concerne une proportion de salariés plus élevée que dans l'ensemble des activités de services. Comme de nombreux autres secteurs, beaucoup d'embauches sont réalisées en CDD.

Présentation de la branche de la prévention-sécurité avant la crise sanitaire

La France, 2^{ème} du marché européen en matière de sécurité privée

Evolution du chiffre d'affaires de la branche

Source: Insee, 2018, traitement Kyu Lab

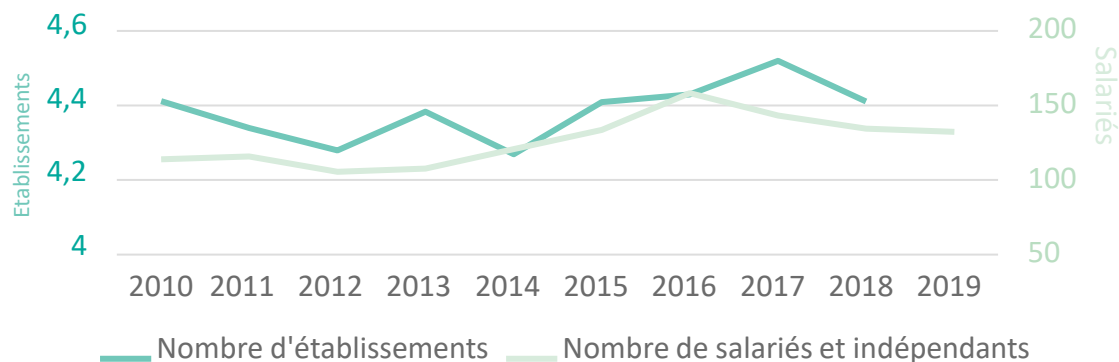


Une augmentation de près de 30% du chiffre d'affaires entre 2010 et 2018

- Le chiffre d'affaires de la prévention sécurité a augmenté de façon continue depuis plus de 20 ans, avec une croissance moyenne estimée à 1,6% par an depuis 2010.
- Les clients sont essentiellement des entreprises, des administrations, et plus rarement des particuliers. La part des marchés publics est en augmentation mais reste minoritaire.

Evolution du nombre de salariés et d'établissements (en milliers)

Source: Insee, 2018, traitement Kyu Lab



Une stabilité globale du nombre de salariés et d'établissements entre 2010 et 2018

- La forte pression concurrentielle limite néanmoins la progression du nombre d'établissements sur le territoire national.
- De la même façon, les effectifs salariés tendent à se stabiliser, malgré la hausse globale de la demande adressée au secteur et à l'évolution des besoins.

2

Impacts de la crise sanitaire sur la branche et perspectives socio-économiques



Impacts du Covid-19 sur la branche et perspectives : synthèses et points clés

Des activités mises à l'arrêt, mais une demande intensifiée dans certains secteurs

- Les mesures de confinement mises en place en mars 2020 ont donné lieu à l'arrêt brutal d'activités et à des interdictions de rassemblement dont les effets sont directement répercutés sur les entreprises de la prévention sécurité. Les secteurs de l'événementiel et de la sûreté aéroportuaire apparaissent les plus fortement touchés.
- Dans le même temps, la demande dans certains secteurs s'est intensifiée afin notamment de faire respecter les distances sanitaires.

Au global, ces demandes nouvelles ne semblent pas avoir suffi à compenser la perte d'activité enregistrée par les entreprises de la branche

- En 2020, 67% des répondants déclarent avoir connu une baisse de leur chiffre d'affaires (76% des entreprises comptant l'événementiel dans leur principaux secteurs clients)
- En 2021, 65% des entreprises en mesure de se prononcer sur l'évolution de leur chiffre d'affaires estiment que celui-ci restera inférieur à son niveau de 2019. 16% des entreprises en mesure de se prononcer sur l'évolution de leur chiffre d'affaires en 2021 espèrent un retour de celui-ci à son niveau d'avant-crise et 19% envisagent une croissance.

Source enquête Kyu

D'après l'analyse des déclarations de TVA, la baisse de chiffres d'affaires au sein de la branche apparaît néanmoins plus modérée que de nombreuses des autres branches d'AKTO

- Entre février et avril 2020, le chiffre d'affaires chute de -4,6% pour la branche de la prévention sécurité (contre -46% dans l'ensemble des branches d'AKTO)
- Entre mai et août 2020, celui-ci augmente de 16%. (contre 67% pour l'ensemble des branches d'AKTO)

- IDCC 1351, source déclaration de TVA

La baisse des effectifs a pu être amortie grâce aux dispositifs de soutien de l'Etat

- Une modélisation des effectifs globaux a pu être réalisée sur la base des variations d'effectifs déclarées. Les répondants estiment à -1,7% la baisse des effectifs sur l'année 2020 par rapport 2019, qui devraient néanmoins reculer encore de -2,0% en 2021 par rapport à l'année 2020.

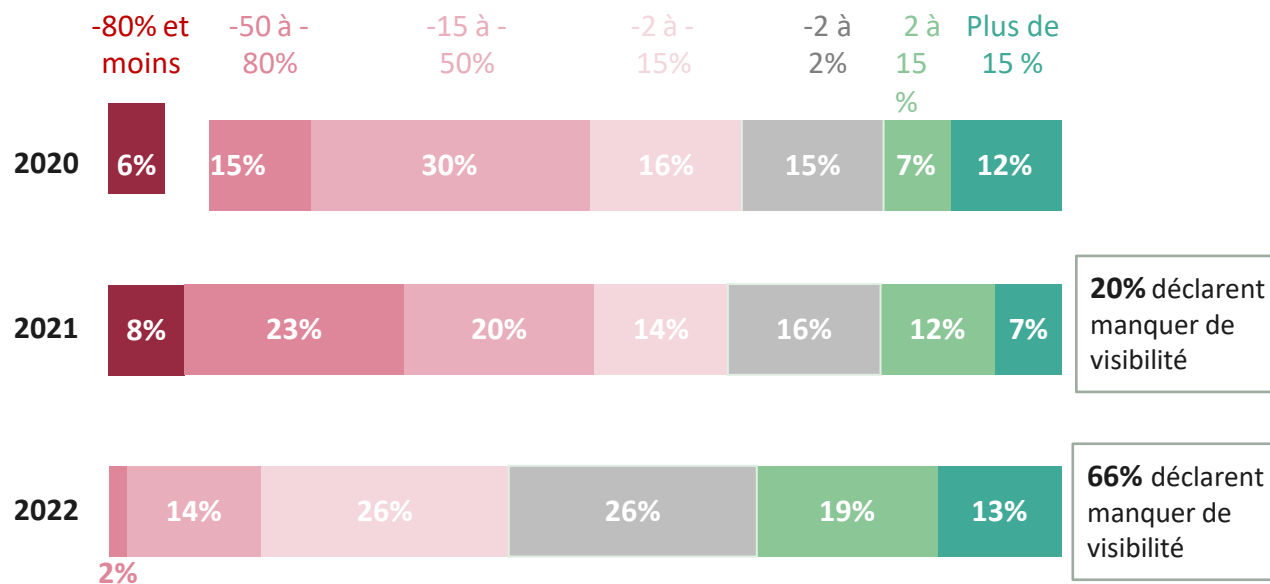
Source enquête Kyu

La crise sanitaire dans la branche – impact sur le chiffre d'affaires

Par rapport à votre chiffre d'affaires réalisé en 2019, comment se situe ou devrait se situer votre CA en 2020, 2021, 2022 ?

Niveau de chiffre d'affaires des entreprises de la branche en 2020, 2021 et 2022 par rapport à 2019

Pourcentage d'entreprises par tranche d'évolution – Questionnaire KYU/AKTO



Lecture : En 2020, 15% des entreprises répondantes ont connu une baisse de leur chiffre d'affaires de -50% à -80% par rapport à 2019.

Près de sept entreprises sur dix déclarent avoir connu une baisse de leur chiffre d'affaires en 2020

- Les mesures de confinement mises en place en mars 2020 ont donné lieu à l'arrêt brutal d'activités et à des interdictions de rassemblement dont les effets sont directement répercutés sur les entreprises de la prévention sécurité.
- Dans le même temps, la demande dans certains secteurs s'est intensifiée afin notamment de faire respecter les distances sanitaires. Au global, ces demandes nouvelles ne semblent pas avoir suffi à compenser la perte d'activité enregistrée par les entreprises de la branche. Près de sept répondants sur dix déclarent avoir connu une baisse de leur chiffre d'affaires en 2020.
- Les petites entreprises (1 à 10 salariés) apparaissent particulièrement touchées. Elles font part d'une baisse de -18% de leur chiffre d'affaires (alors que celle-ci est estimée à -6% par les entreprises de 11 à 49 salariés et à -8% pour celles de plus de 50 salariés).

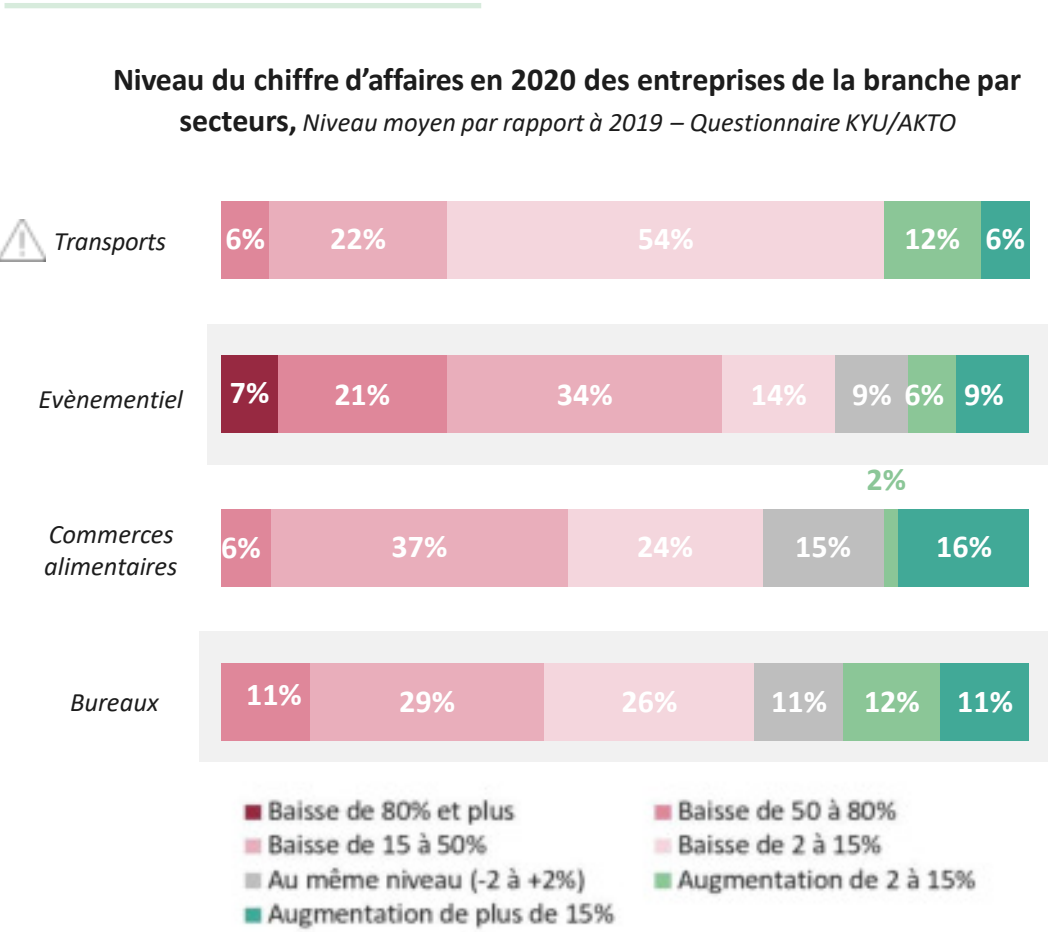
Environ un tiers des entreprises de la branche anticipent en 2021 un retour de leur chiffre d'affaires à son niveau d'avant-crise

- En 2021, 65% des entreprises en mesure de se prononcer sur l'évolution de leur chiffre d'affaires estiment que celui-ci restera inférieur à son niveau de 2019. 19% envisagent une croissance d'au moins 2%.
- Les entreprises ont néanmoins des difficultés à se projeter. Les deux tiers des répondants estiment être incapable de se prononcer sur l'évolution de chiffre d'affaires à l'horizon fin 2022.

Au global, un écart important est constaté entre les estimations des entreprises sur leur activité et l'évolution du chiffre d'affaires observée via les données Esane, ce qui peut être attribué à une surreprésentation des entreprises particulièrement touchées dans notre échantillon.

La crise sanitaire dans la branche – impact sur le chiffre d'affaires selon les secteurs d'activité

Des impacts différenciés selon le secteur d'intervention des entreprises de sécurité



Les résultats sont ici à traiter avec prudence en raison du faible nombre de répondants.

Les entreprises intervenant dans les transports ou l'évènementiel apparaissent les plus fortement pénalisées

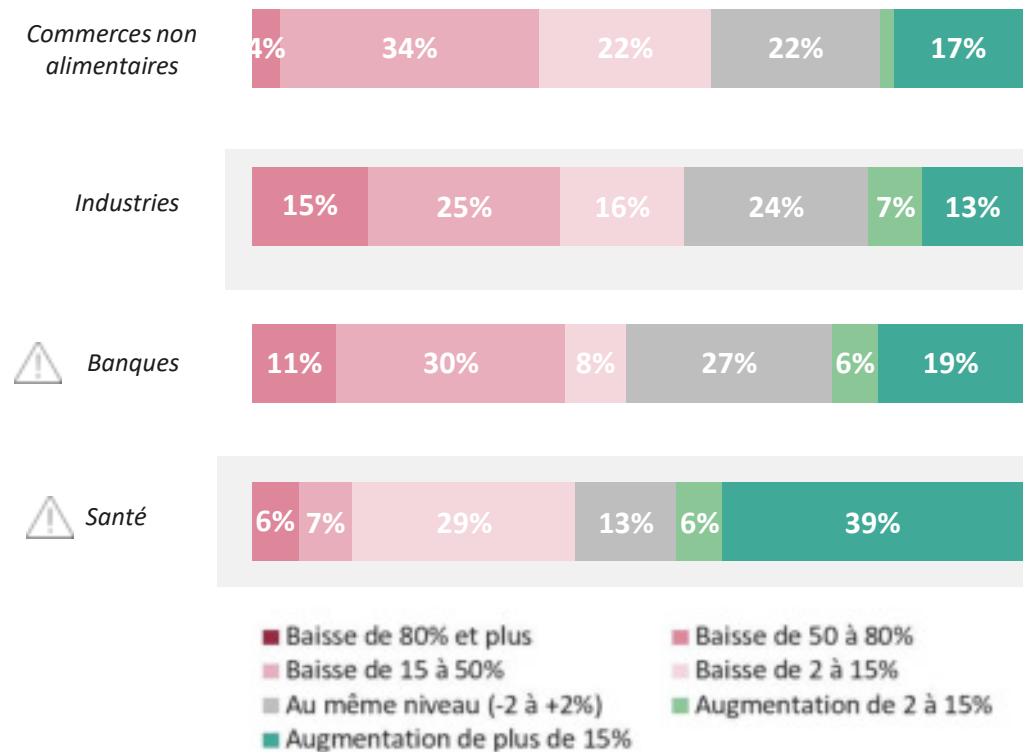
- Les activités de surveillance réalisées dans l'évènementiel ont été très affectées du fait des interdictions de rassemblements et de l'annulation de la majorité des événements. Si la profession anticipe un rebond rapide de la demande en matière de sécurité événementielle sitôt les barrières sanitaires levées, la crise devrait néanmoins laisser des traces durables dans le secteur : en 2022, seuls 42% des entreprises comptant l'évènementiel parmi leurs principaux clients envisagent un retour de leur chiffre d'affaires à son niveau d'avant-crise.
- De même, les sociétés intervenant dans le transport ont été sérieusement pénalisées. 63% des entreprises répondantes envisagent néanmoins un retour de leur chiffre d'affaires à son niveau d'avant-crise à l'horizon fin 2022.
- Malgré les besoins supplémentaires générés par la crise dans la distribution alimentaire, près de 60% des entreprises intervenant dans le secteur font part d'une baisse de leur chiffre d'affaires en 2020. Une proportion égale des entreprises mise sur un retour de celui-ci à son niveau d'avant-crise en 2022.

Très peu représenté dans notre échantillon, le **secteur de la sûreté aéroportuaire** apparaît particulièrement sinistré du fait du très net recul des échanges internationaux. La fermeture de certains aéroports a ainsi donné lieu à la mise à l'arrêt quasi-totale des activités de sécurité privée, réduite au contrôle d'accès aux entrées dans les aéroports afin d'empêcher toute infiltration. Les acteurs du secteur espèrent une reprise du trafic au cours de l'été mais anticipent un retour de l'activité à son niveau d'avant-crise entre 2024 et 2027 (selon les scénarios envisagés).

La crise sanitaire dans la branche – impact sur le chiffre d'affaires selon les secteurs d'activité

Des impacts différenciés selon le secteur d'intervention des entreprises de sécurité

Niveau du chiffre d'affaires en 2020 des entreprises de la branche par secteurs, Niveau moyen par rapport à 2019 – Questionnaire KYU/AKTO



Les résultats sont ici à traiter avec prudence en raison du faible nombre de répondants.

Au global, les entreprises intervenant principalement dans les industries, banques et services de santé semblent au contraire avoir mieux résisté à la crise

- Environ une entreprise sur deux comptant les industries ou les banques parmi leurs principaux secteurs clients a réussi à maintenir ou augmenter son chiffre d'affaires en 2020. Ces secteurs font face à des besoins incompressibles en prestations de surveillance qui ont permis aux entreprises de sécurité de préserver leur chiffre d'affaires.
- Dans le contexte de crise sanitaire, les établissements de santé ont fait face à des besoins accrus en matière de surveillance (liés notamment au flux de personnes, à la sécurisation des stocks de masques) qui ont pu profiter aux sociétés de sécurité intervenant dans le secteur.

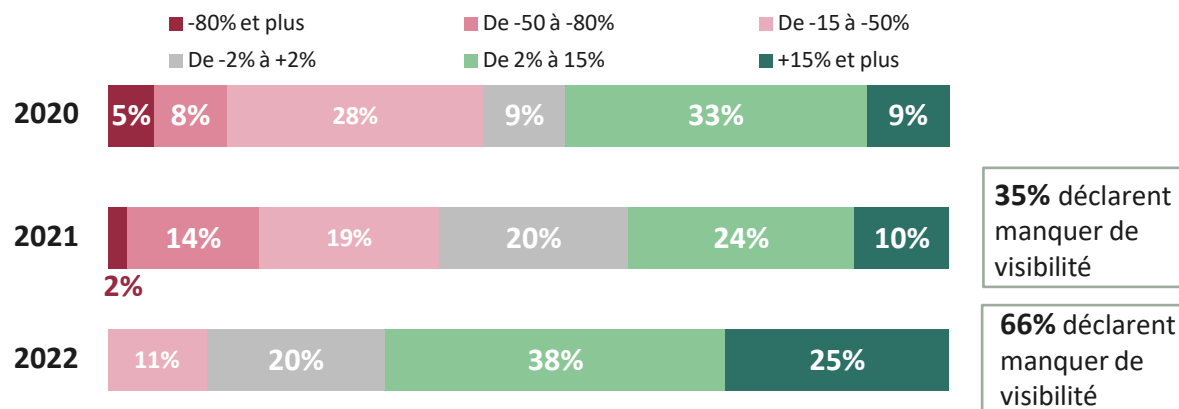
Selon la profession, la télésurveillance a fait l'objet d'une demande d'activité supplémentaire afin de venir au secours des personnes âgées et vulnérables notamment.

La crise sanitaire dans la branche - impact sur les effectifs salariés

Entre le premier et le troisième trimestre de l'année 2020, les effectifs de la branche ont enregistré un recul de 3%

Niveau des ETP moyens annuels de la branche par rapport à 2019

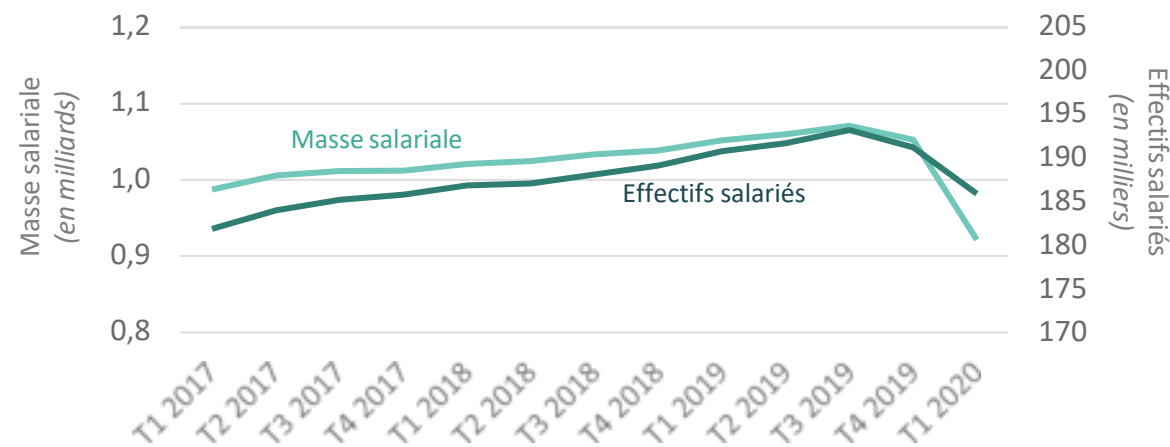
Pourcentage d'entreprises par tranche d'évolution – Questionnaire KYU/AKTO



Lecture : Parmi les 65% de personnes en mesure de se prononcer sur l'évolution de leurs effectifs à l'horizon 2021, 20% anticipent un maintien de leurs effectifs en 2021 par rapport à 2019 (évolution comprise entre -2 et +2%).

Evolution des effectifs salariés et de la masse salariale de la branche de la prévention sécurité

Source ACOSS, novembre 2020, traitement KYU



Les dispositifs de soutien de l'Etat ont sans doute permis d'amortir la chute de l'emploi

- En 2020, une entreprise sur deux déclare avoir dû procéder à une baisse de ses effectifs. Parmi elles, un quart fait part d'une baisse supérieure à 50% de ces effectifs (soit 13% des répondants). A l'inverse, 42% mentionnent une hausse de leurs effectifs estimée d'au moins 2%.
- Entre le premier trimestre et le troisième trimestre de l'année 2020, les effectifs de la branche ont enregistré un recul de 3%. Cette baisse a sans doute été limitée par la mise en place des dispositifs de soutien de l'Etat, et en particulier du chômage partiel.
- Alors que les frais du personnel constituent la principale charge du secteur, le chômage partiel a permis aux entreprises de maintenir leurs marges tout en préservant leurs effectifs (une chute de 12% de la masse salariale est en effet observée entre le premier trimestre et le troisième trimestre de l'année 2020).

Impact sur les facteurs d'évolution anticipés pré-crise

Sous l'effet de la crise, une tendance à l'accélération d'un certain nombre de facteurs d'évolution de la branche

TENDANCES DE MARCHÉ	• Sous l'effet de la crise, bon nombre de dynamiques de marché devraient se maintenir ou s'accélérer. Il en va ainsi de la diversification des acteurs de la filière, ou encore de l'intensification de la concurrence. • Une majorité des entreprises anticipent surtout une pression encore accrue des clients. Elles font part d'une compréhension de ceux-ci lors des premiers mois de la crise mais d'exigences renforcées au fil des mois, alors que les clients font eux-mêmes face à des difficultés économiques.
ÉVOLUTIONS SOCIÉTALES	• La crise a par ailleurs favorisé la large prise de conscience des enjeux environnementaux. Près de la moitié des répondants estiment que ce contexte va favoriser la transition écologique de la branche. Ces évolutions concernent l'ensemble des secteurs d'activité, dont les agences de sécurité privée qui doivent parfois faire part de leurs engagements en la matière auprès de leurs clients. • Alors que certains salariés de la sécurité privée ont exercé de façon continue depuis la crise sanitaire (notamment dans le secteur de la distribution ou de la santé), certains professionnels ont lors des entretiens renouvelé leurs besoins de reconnaissances à l'égard du secteur.
INNOVATIONS TECHNOLOGIQUES	• La crise a globalement accéléré la digitalisation des fonctions supports et commerciales de nombreux secteurs de l'économie, dont celui de la prévention-sécurité. • Près de 62% des répondants anticipent également l'accélération d'une tendance liée à l'automatisation des tâches ou au développement de solutions robotisées.
EVOLUTION DES METIERS	• Les évolutions liées à la transition numérique participent directement de la transformation des métiers, anticipées par 66% des répondants.



3

Les stratégies mises en œuvre face à la crise

AKTO

Stratégies mises en œuvre face à la crise : synthèses et points clés

L'activité partielle et le PGE sont les dispositifs les plus couramment utilisés

- Plus de 63% des entreprises ont eu recours à l'activité partielle et 43% ont contracté un PGE (près de 60% des entreprises de plus de 10 salariés)
- À l'avenir, environ 40% des entreprises comptent bénéficier de l'aide au recrutement d'un jeune. Par ailleurs, lors des entretiens, les acteurs de la branche évoquent une acculturation progressive du secteur à l'apprentissage. Celle-ci pourrait être accélérée par l'aide actuellement proposée par l'Etat dans le cadre du recrutement d'un apprenti.
- 9% des entreprises signalent avoir eu recours au dispositif d'APLD. Plus du double ont fait part de leur intention d'en faire la demande dans les mois à venir.

Source enquête Kyu

Des dispositifs ayant globalement permis aux entreprises de rester proactives

- Plus d'une entreprise sur deux a cherché à procéder à de la diversification horizontale (en cherchant à développer son portefeuille client) ou verticale (en proposant de nouvelles offres).
- Les entreprises ont également mis en place des stratégies de rationalisation des coûts à travers notamment la diminution des investissements, la diminution de contrats de sous-traitance ou encore l'abandon de locaux.

Source enquête Kyu

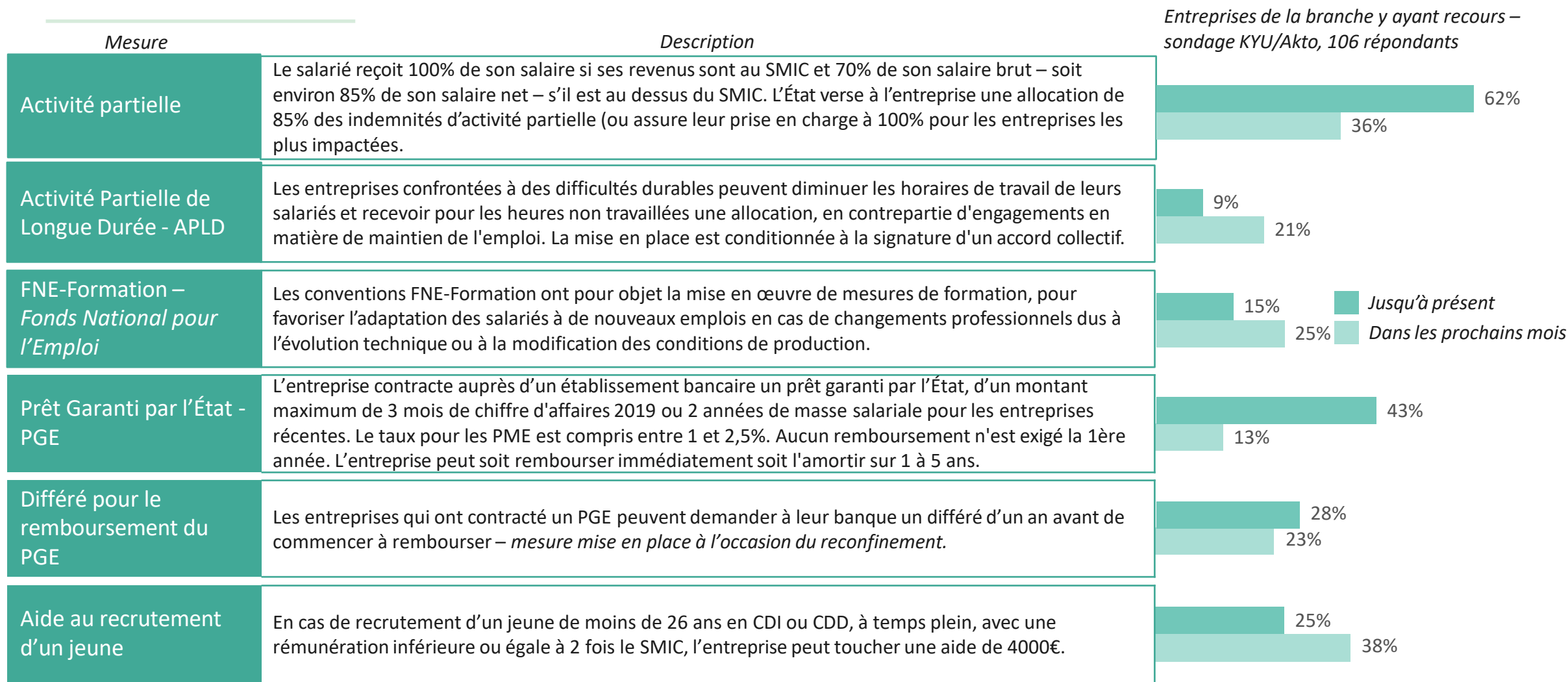
Des stratégies différenciées selon la taille des entreprises

- Pourtant particulièrement exposées aux conséquences de la crise, les entreprises de moins de 50 salariés ont eu moins recours aux dispositifs de soutien de l'Etat, qui peut s'expliquer par une moins bonne connaissance de ceux-ci. Elles sont néanmoins plus nombreuses à avoir fait part de leur recours ou de leur intention de recourir au dispositif d'APLD.
- Le développement du portefeuille clients concerne l'ensemble des entreprises, quelle que soit leur taille. Les entreprises de plus de 10 salariés sont en revanche plus nombreuses à déclarer avoir cherché à optimiser la relation client. Plus agiles, les très petites entreprises disposent d'une latitude plus forte à développer une relation spécifique avec le client et ont sans doute consenti à davantage d'efforts en la matière avant la crise sanitaire.

- source enquête KYU

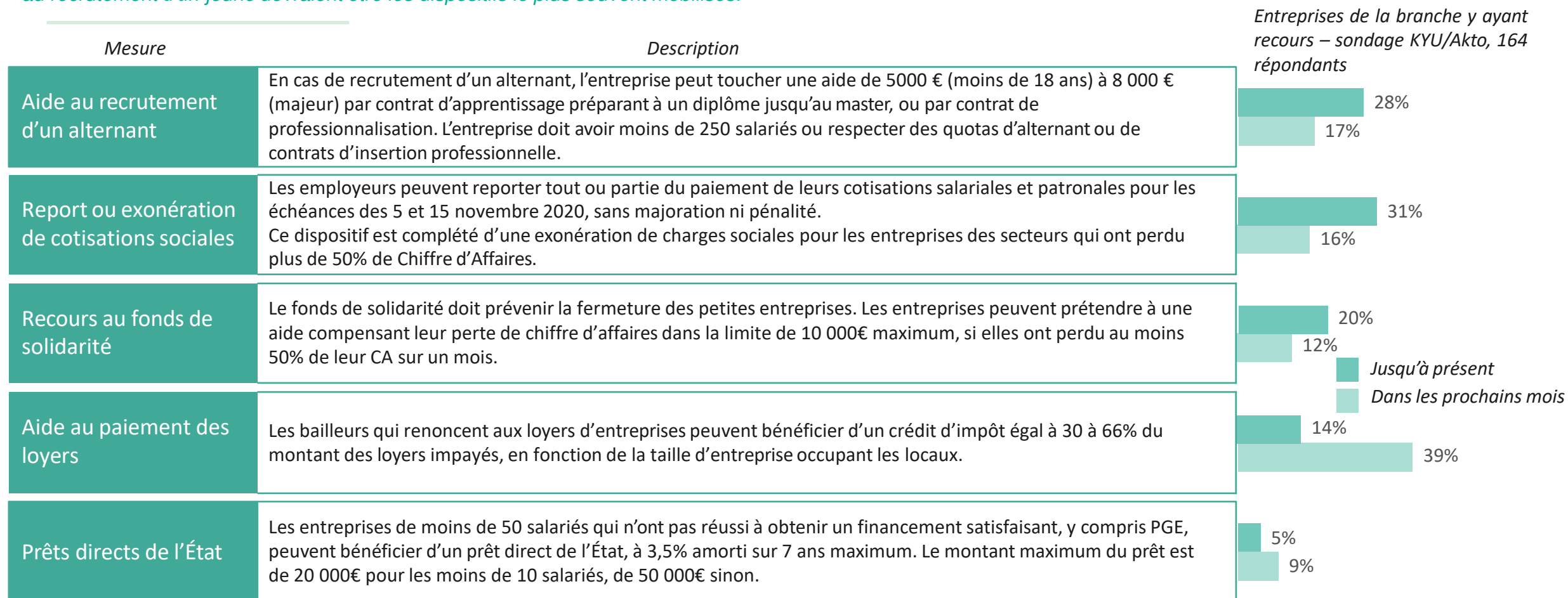
Les dispositifs de soutien les plus utilisés par les entreprises de la branche

Jusqu'à présent, les entreprises de la branche ont eu le plus souvent recours à l'activité partielle et au PGE. Dans les mois à venir, l'aide au paiement des loyers et l'aide au recrutement d'un jeune devraient être les dispositifs le plus souvent mobilisés.



Les dispositifs de soutien les plus utilisés par les entreprises de la branche

Jusqu'à présent, les entreprises de la branche ont eu le plus souvent recours à l'activité partielle et au PGE. Dans les mois à venir, l'aide au paiement des loyers et l'aide au recrutement d'un jeune devraient être les dispositifs le plus souvent mobilisés.



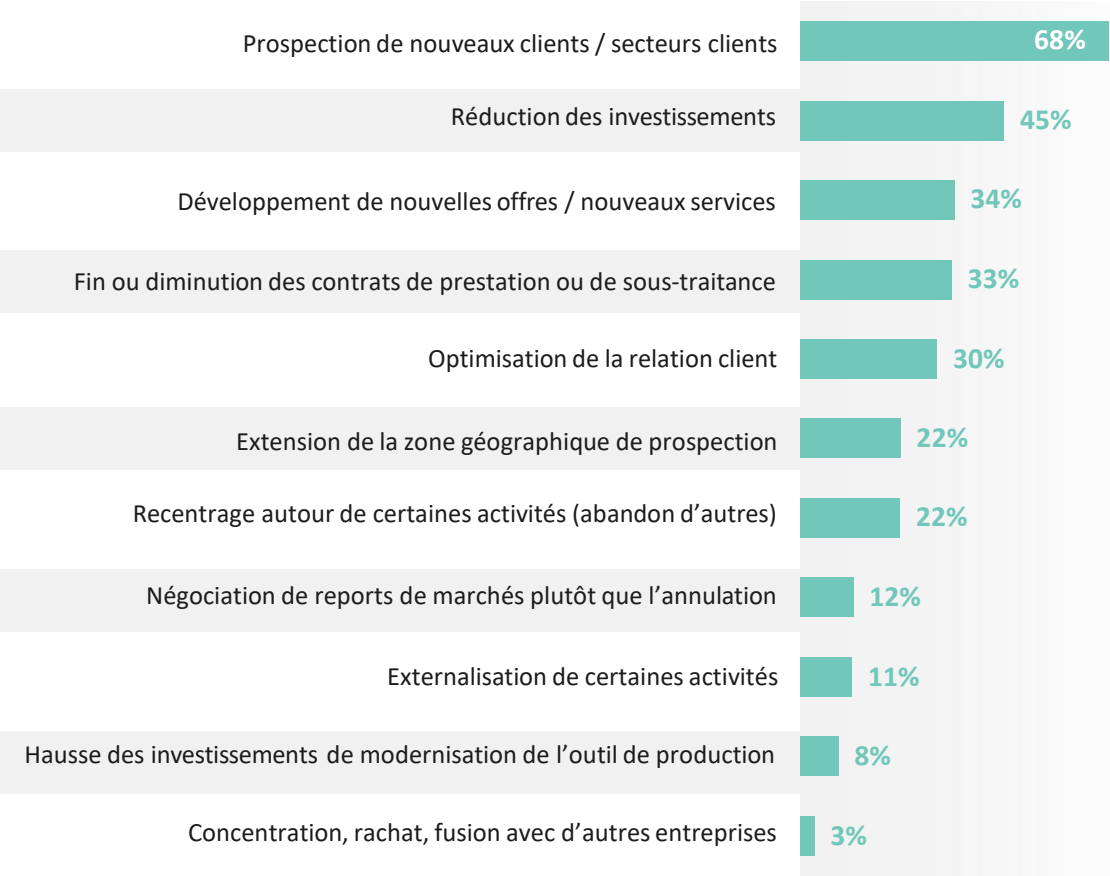
- Plusieurs autres mesures sont également disponibles, comme la remise d'impôts directs, la médiation du crédit pour rééchelonner ses crédits bancaires ou encore des dispositifs de soutien aux PME-ETI exportatrices.

Les réorientations stratégiques des entreprises de la branche

Les entreprises de la branche tentent de rebondir à travers la conquête de nouveaux marchés mais déploient également des stratégies défensives qui visent à réduire leurs charges

Les (ré)-orientations stratégiques des entreprises

Questionnaire KYU/AKTO, 110 répondants



Afin de maintenir un niveau d'activité suffisant, les entreprises de la branche ont pour la plupart cherché à développer leur portefeuille client

- Quels que soient leur taille et les secteurs clients auprès desquels elles interviennent, la recherche de nouveaux clients constitue la principale réorientation stratégique opérée par les entreprises de sécurité privée durant la crise, parfois hors de leur zone habituelle de prospection (22%).
- Cette attitude proactive s'accompagne également d'efforts afin de proposer de nouvelles offres (c'est le cas notamment pour près d'une entreprise sur deux intervenant habituellement dans le transport)
- Les entreprises de plus de dix salariés ont également travaillé durant la crise sur l'optimisation de la relation client, au travers notamment la mise en place de nouveaux outils de transmission de l'information.
- Au contraire, le recentrage des entreprises autour de certaines activités constitue une entreprise déployée par moins d'un quart des entreprises.

Les entreprises de la branche ont également mis en œuvre un ensemble de stratégies visant à réduire leurs charges

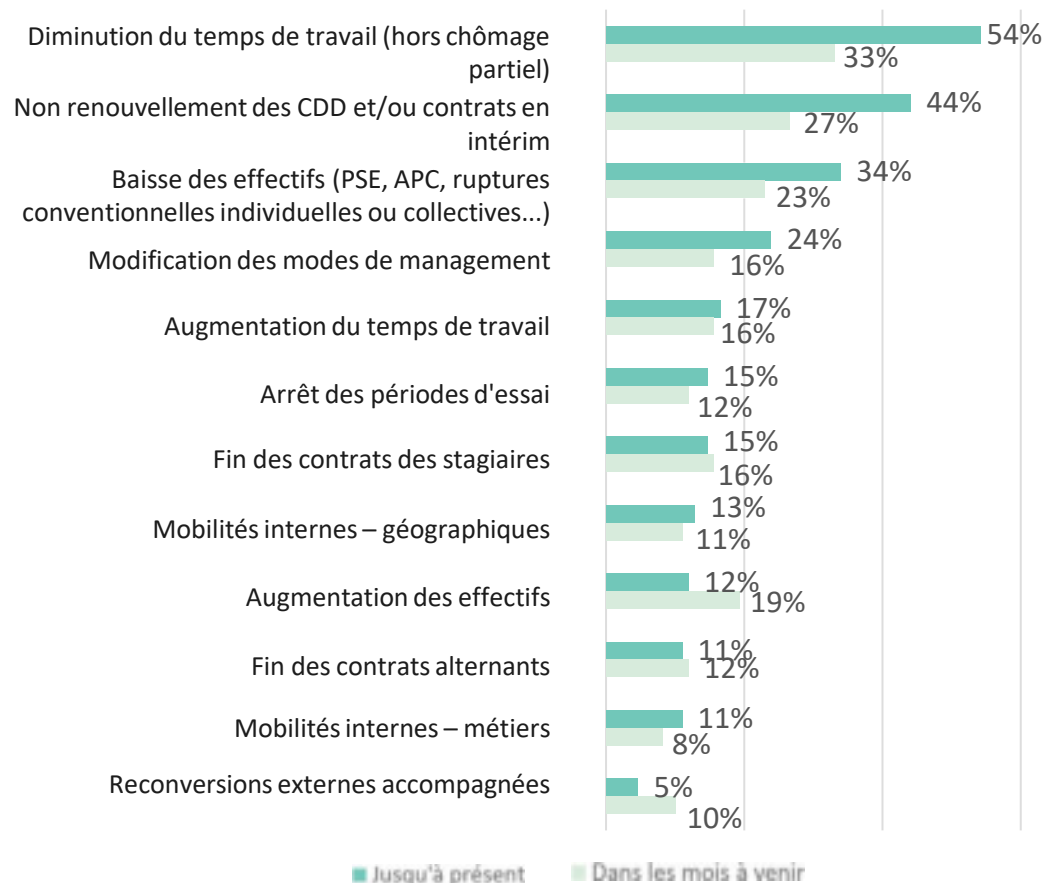
- Près d'une entreprise sur deux fait part d'une réduction de ses investissements en matière R&D notamment (52% des entreprises répondantes intervenant de l'évènementiel).
- Afin de réduire leurs charges, environ un tiers déclarent avoir diminué ses contrats de sous-traitance (42% des entreprises répondantes intervenant de l'évènementiel).
- Plus d'un quart déclarent avoir également cherché à négocier, le report de marchés plutôt que l'annulation.

Impacts sur les ressources humaines de la branche

Face à la diminution de leur activité, les entreprises privilégient lorsqu'elles le peuvent la réduction du temps de travail de leurs salariés et la non-reconduction des contrats courts

Stratégies mises en place par les entreprises de la branche en termes de ressources humaines

Questionnaire KYU/AKTO, 109 répondants



Face à la diminution de leur activité, les entreprises ont le plus souvent cherché à réduire le temps de travail de leurs salariés et/ou procédé au non-renouvellement des CDD et/ou contrats en intérim. A l'avenir, près d'un tiers des entreprises comptent encore avoir recours à cette stratégie.

- La diminution du temps de travail constitue la principale variable d'ajustement des entreprises (54% des entreprises y ont recours jusqu'à présent, 33% pourraient encore être concernées dans les mois à venir).
- Les entreprises ayant été contraintes de réduire leurs effectifs ont également procédé à un non-renouvellement des contrats en CDD (44% des répondants sont jusqu'à présent concernés), à l'arrêt des périodes d'essai, des contrats stagiaires ou des contrats alternants (environ 14% des répondants jusqu'à présent)

Dans les mois à venir, 23% des entreprises anticipent devoir diminuer encore leurs effectifs via des licenciements économiques. Bénéficiant de perspectives plus favorables, presque autant font néanmoins part de leurs intentions de recrutement.

- Ces intentions de recrutement concernent essentiellement les entreprises de moins de 50 salariés.
- Lors des entretiens, les acteurs de la branche évoquent une acculturation progressive du secteur à l'apprentissage. Celle-ci pourrait être accélérée par l'aide actuellement proposée par l'Etat dans le cadre du recrutement d'un apprenti.

Les mobilités internes, que ce soit entre métiers ou géographiques restent assez peu activées par les entreprises

- Environ 12% des entreprises ont jusqu'à présent procédé à des mobilités internes, qui ne devraient pas être davantage activées dans les mois à venir. Selon les acteurs de la branche, celles-ci restent difficiles à mettre en place en raison de la spécificité des métiers de la surveillance d'un secteur à un autre.

Lors des entretiens, les acteurs de la sûreté aéroportuaire font part eux-mêmes de la priorité donnée au non renouvellement des contrats courts et à la diminution du temps de travail : plus précisément, il s'est agi pour les entreprises du secteur d'arbitrer entre la possibilité de recourir au chômage partiel (basée ou non sur le volontariat) ou de procéder à une diminution du temps de travail de chacun afin de permettre à l'ensemble des salariés de continuer à travailler.

4

Focus sur les métiers et les compétences

AKTO

Focus sur les métiers et les compétences : synthèse et points clés

Malgré la baisse d'effectifs anticipée par les entreprises de la branche en 2021, les tensions au recrutement ne devraient pas se résorber avec la crise

- **Les tensions au recrutement apparaissent généralisées sur l'ensemble des métiers de la branche, les filières incendie et aéroportuaire semblant plus épargnées.** Presque toutes les entreprises s'attendent à une aggravation des tensions sur des métiers au recrutement déjà difficile.
- Selon les professionnels interrogés, la perte d'activité dont souffre les entreprises de l'évènementiel donnerait lieu à un départ des jeunes et de l'encadrement intermédiaire vers d'autres secteurs. Cette tendance ne semble pas s'appliquer au secteur de la sûreté aéroportuaire.

Si la fidélisation des salariés et l'attractivité du secteur demeurent des enjeux clés, les entreprises de la branche font part de besoins renforcés en matière de développement commercial et d'accompagnement à la mise en place de la transition numérique et écologique.

- Près de 60% des entreprises font part d'un besoin en matière d'accompagnement commercial, nécessaire afin de conquérir de nouveaux marchés dans un contexte économique morose.
- Au global, les entreprises font part d'une tendance à l'accélération de la transition numérique et écologique, dont les enjeux doivent être intégrés dans leur stratégie de développement. La moitié des entreprises font désormais part de besoins d'accompagnement sur ces enjeux.
- La fidélisation des salariés reste néanmoins le principal enjeu des préoccupations des entreprises de sécurité privée, qui font également part de la nécessité de poursuivre également les efforts engagés par la branche afin de développer l'attractivité du secteur mais également favoriser le développement de parcours professionnels.

Les évolutions accélérées sous l'effet de la crise génèrent de nouveaux besoins en compétences

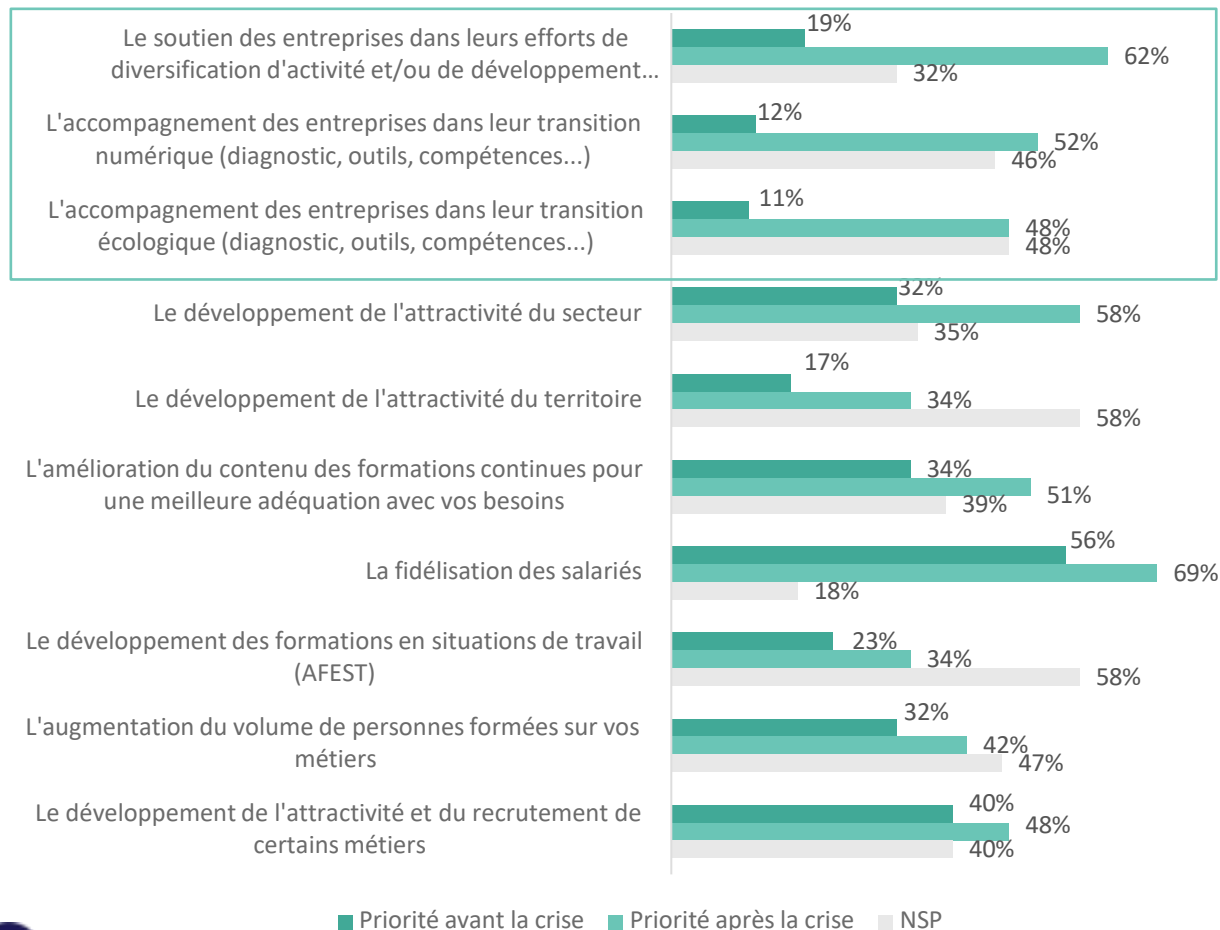
- La crise a significativement renforcé les besoins des entreprises sur le développement des compétences commerciales (qui constitue désormais une priorité pour plus de 90% des entreprises contre près de 40% avant la crise) ou numériques.
- Alors que la branche est marquée par un déficit de ses encadrants intermédiaires, les évolutions technologiques modifient l'organisation du travail et participent des besoins renforcés en matière de management. Ceux-ci concernent plus de 80% des entreprises (contre la moitié d'entre elles avant la crise).

Impact sur les métiers et compétences

La fidélisation des salariés et le développement des compétences demeurent des enjeux clés, toutefois les entreprises font part de besoins renforcés en matière de développement commercial et d'accompagnement à la mise en place de la transition numérique et écologique.

Evolution des enjeux prioritaires liés à l'emploi-formation

Questionnaire KYU/AKTO, 90 répondants



■ Priorité avant la crise ■ Priorité après la crise ■ NSP

Impacts de la crise sanitaire sur la prévention-sécurité - Diag'active

Perçus comme prioritaires avant la crise sanitaire, le développement de l'attractivité du secteur et la fidélisation des salariés restent des enjeux prégnants

- Le secteur de la prévention-sécurité souffre d'un déficit d'attractivité lié notamment aux conditions d'emplois et de travail difficiles (avec des salaires bas, des horaires parfois décalés, et des parcours d'évolution qui restent aujourd'hui encore limités). Afin de faire face aux défis actuels, les entreprises font part de la nécessité de poursuivre également les efforts engagés par la branche afin de développer l'attractivité du secteur mais également favoriser le développement de parcours professionnels.
- Ces enjeux sont associés à des problématiques de fidélisation, qui reste selon les entreprises l'enjeu prioritaire après la crise. Certains professionnels interrogés ont fait part lors des entretiens d'initiatives engagées avant la crise sanitaire, afin de permettre une meilleure intégration des salariés, de favoriser leur qualité de vie au travail et leur montée en compétences.

Sous l'effet de la crise, les entreprises expriment des besoins renforcés en matière d'accompagnement commercial. De même les transitions numérique et écologique apparaissent fortement accélérées.

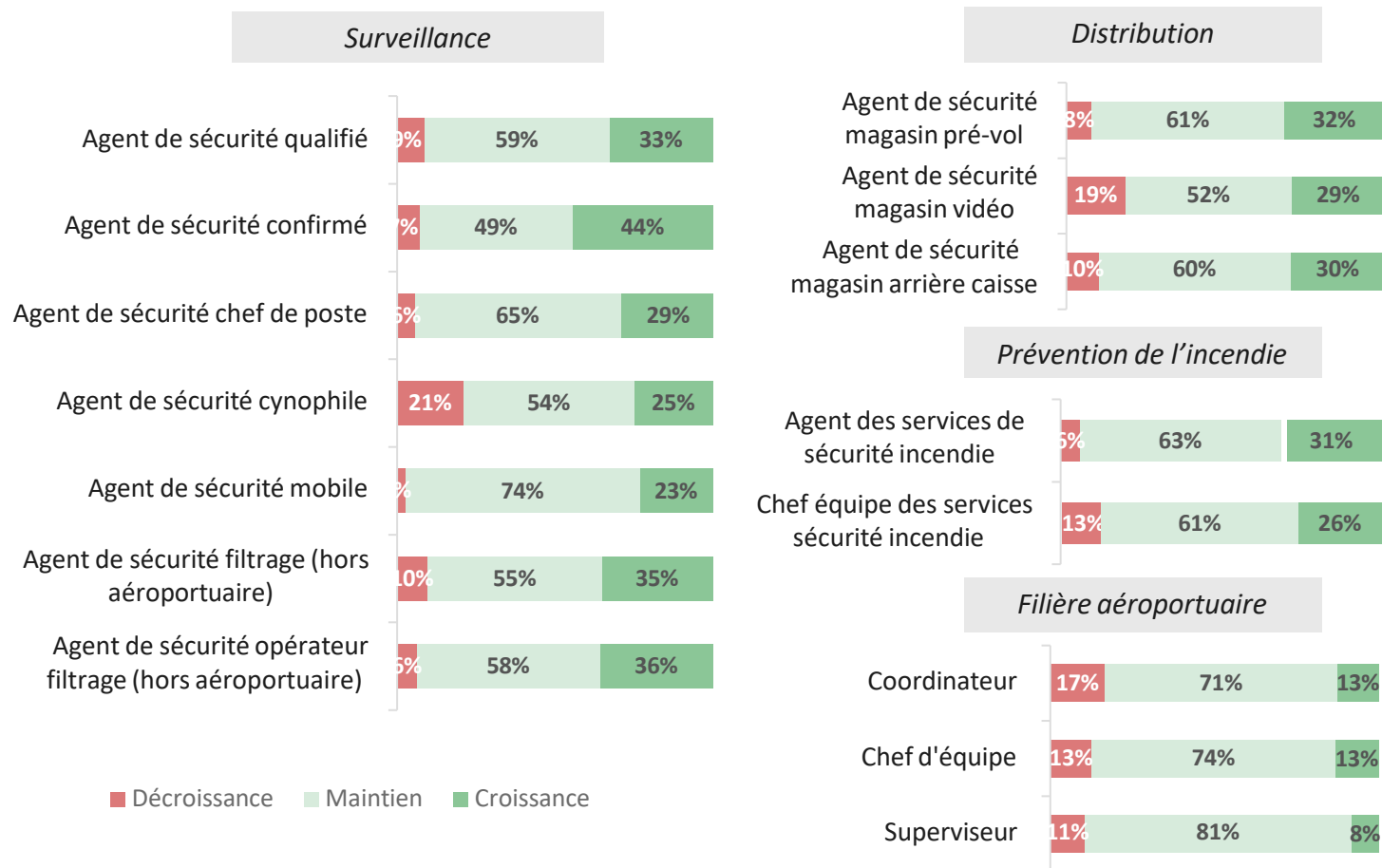
- Avec la crise, l'accompagnement commercial devient une priorité pour plus de 60% des entreprises (contre seulement une entreprise sur cinq avant la crise), perçue comme nécessaire afin de se différencier et conquérir de nouveaux marchés.
- Concernant à la fois les opérations et les fonctions supports, la transition numérique apparaît fortement accélérée : environ la moitié des entreprises font désormais part de besoins d'accompagnement dans leur mise en œuvre. Il en va de même pour la transition écologique.
- Ces évolutions génèrent également de nouveaux besoins en compétences auxquelles l'offre de formation doit s'adapter.

Impact sur les métiers

Une tendance plutôt à la croissance avant la crise sanitaire

Evolutions quantitatives des métiers présents dans les entreprises interrogées

Questionnaire KYU/AKTO, 87 répondants



- Les métiers de la sécurité semblaient sur une dynamique plutôt positive avant la crise sanitaire.
- Seuls les métiers d'agent cynophile et d'agent vidéo en magasin apparaissent sur une dynamique plus contrastée.
- Selon les professionnels de la branche, aucun métier ne devrait connaître de véritables évolutions quantitatives dans les années à venir. Ceux-ci pourraient néanmoins évoluer, en raison principalement du développement du numérique.

Impact sur les métiers et compétences

Zoom sur le secteur de la sûreté aéroportuaire

Touché de plein fouet par la crise sanitaire, le secteur de l'aéroportuaire manque de visibilité sur ces perspectives de reprise et pourrait connaître une réduction de ses effectifs. Malgré le coup d'arrêt porté également aux processus de transformation en cours, les professionnels de la sûreté aéroportuaire font part de la nécessité d'anticiper les évolutions à venir en assurant notamment le développement des compétences technologiques de ses agents.

- Compte tenu des spécificités du secteur de la sûreté aéroportuaire, qui bénéficie d'une meilleure attractivité que l'ensemble des activités de surveillance et de meilleures conditions d'emploi, les professionnels interrogés font part de la difficulté à envisager des passerelles, afin d'accompagner les salariés les plus fragilisés du secteur de la sûreté aéroportuaire vers d'autres activités de surveillance.
- Mentionnant les chantiers dans lesquels le secteur s'était engagé avant la crise sanitaire (liées à la mise en place de nouvelles lignes automatisées), les professionnels interrogés font part d'incertitudes concernant les politiques d'investissements de leurs donneurs d'ordres dans les mois à venir et évoquent le retard. Dans le secteur de la sûreté aéroportuaire, la crise pourrait ainsi retarder certaines évolutions technologiques. La formation des salariés du secteur n'en reste pas moins une priorité identifiée par les professionnels interrogés afin d'anticiper le rebond du secteur et l'agilité qui sera nécessaire dès les premières autorisations de voyage annoncées.
- Les professionnels interrogés font part notamment de besoins renforcés en matière d'interprétation de l'imagerie radioscopique, d'évaluation des comportements ou de détection d'explosifs. Comme pour les autres secteurs de la sécurité privée, les entreprises font part également de besoins renforcés en matière de savoir-être et de management. Elles évoquent la nécessité de développer le catalogue de formation afin de couvrir ces besoins et d'adapter les modalités (en développant notamment des formations courtes).



Merci de votre attention !



Étude réalisée par le cabinet KYU Associés

136 Bd Haussmann - 75008 Paris | <https://www.kyu.fr/> | + 33 1 56 43 34 33

Equipe projet

Bernard ALBERTI | Julien FRAILLON | Marie BAUCHET